



## COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 18 avril 2023

### Perte d'attractivité de l'emploi public : à qui la faute ?

Selon le projet de loi de règlement du budget 2022, la Fonction publique de l'Etat a perdu 5844 agents en 2022. A entendre la cour des Comptes et certains ministres, l'emploi public manquerait d'attractivité.

Mais, à qui la faute ? Certainement pas aux fonctionnaires...

Si les concours et examens rencontrent de moins en moins de succès, cela en revient en tout premier lieu aux politiques publiques portées par les différents gouvernements depuis des années.

A commencer par l'aspect salarial où, après dix ans de gel de la valeur du point d'indice qui a fait chuter drastiquement le pouvoir d'achat des fonctionnaires, les emplois publics offrent péniblement des salaires démarrant au Smic ou à peine au-dessus pour les trois catégories de fonctionnaires. Même la catégorie A, la plus élevée, démarre à peine 10% au-dessus du SMIC.

Sur le plan des carrières, même constat après l'application du protocole parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR), rejeté par Force Ouvrière, qui a allongé la durée des carrières et ralentit considérablement les changements d'échelon.

Sur le plan des conditions de travail, leur dégradation continue, liée aux suppressions de postes, sous-effectifs chroniques, restructurations permanentes et fermetures de services, n'incite pas à s'engager.

Pour la FGF-FO, le Gouvernement doit prendre ses responsabilités s'il veut redonner de l'attractivité et du sens à l'emploi public.

Premier employeur de France avec plus de 2,2 millions d'agents, l'Etat se doit d'être exemplaire et ne peut se contenter d'encenser les agents publics lors des crises (attentats, Covid, incendies, inondations, etc) ou d'encourager le secteur privé qui, pour sa part, annonce déjà une augmentation des salaires de 4,5 % en 2023.

Pour cela, il faudra en priorité ouvrir des négociations salariales pour revaloriser le point d'indice *a minima* à hauteur de l'inflation et les régimes indemnitaires, d'autant plus que de nombreux économistes prévoient déjà une augmentation de celle-ci dans les mois à venir.

Les carrières doivent également être rapidement améliorées en démarrant les premiers salaires à 120% au-dessus du SMIC pour la catégorie C, 140% pour la catégorie B et 160% pour la catégorie A.

Les emplois nécessaires doivent être ouverts pour mettre en adéquation les besoins et les moyens dans chaque service et ainsi répondre aux attentes des usagers.

Les restructurations et fermetures doivent cesser et l'accessibilité aux services publics doit être garantie à tous les citoyens sur l'ensemble de l'hexagone et des territoires ultramarins.

Pour la FGF-FO, l'augmentation des salaires par la valeur du point d'indice est une urgence absolue et un préalable incontournable.

Que le gouvernement ne prenne pas de faux-prétextes mais regarde la réalité en face !

Car au-delà du recrutement de futurs fonctionnaires et agents publics, les 5,7 millions d'agents en poste aujourd'hui attendent des réponses concrètes et rapides dans un contexte de rejet profond et massif de la contre-réforme des retraites que Force Ouvrière continue de combattre.